

**CENTRE DEPARTEMENTAL DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DES DEUX-SEVRES**

Siège et secrétariat : 9 rue Chaigneau – CS 80030
79403 SAINT MAIXENT L'ECOLE CEDEX

Téléphone : 05. 49. 06. 08. 50. et 05. 49. 06. 08. 56.

Internet : www.cdg79.fr / e.mail : cdg79@cdg79.fr

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 19 FEVRIER 2024

DELIBERATION N° 5 : Enquête administrative – Convention avec le CDG 23

L'an deux mil vingt-quatre, le dix-neuf du mois de février, le Conseil d'administration du Centre de gestion s'est réuni à SAINT-MAIXENT-L'ECOLE, rue de l'Abbaye, sous la présidence de Monsieur Alain LECOINTE.

Date de convocation 8 février 2024

Etaient présents : 14 membres titulaires et suppléants

M. Alain LECOINTE, M. Johnny BROSSEAU, Mme Sylvie COUSIN, M. Roland MORICEAU, M. Michel CHANTREAU, M. Stéphane BAUDRY, Mme Chantal BRILLAUD, M. Patrice CESBRON, Mme Murielle HEURTEBISE-DANIAUD, Mme Nadine KIMBOROWICZ, Mme Marie-Pierre MISSIOUX, M. Jean-François MOREAU, M. Olivier POIRAUD, M. Michel ROY.

1

- Mme Corine MICOU et M. Jacques BILLY quittent la séance –

Etaient excusés : M. Jérôme BARON, Mme Sylvie BAZANTAY, Mme Marie-Noëlle BEAU, M. Jean-Marc BERNARD, M. Hervé LE BRETON, Mme Maryse CHARRIER, Mme Claudine GRELLIER, Mme Patricia MIMAULT, M. Jean-Michel RENAULT.

- Monsieur DARBON, trésorier - excusé

- Monsieur Laurent BALAVOINE, Conseiller aux décideurs locaux DGFIP - excusé

Monsieur le Président rappelle au Conseil d'administration que le CDG79 propose, aux collectivités et établissements publics locaux (affiliés ou non), la mise en place d'enquêtes administratives qui peuvent s'avérer utile afin d'établir un état des lieux des circonstances, des faits et des acteurs impliqués par le recueil de signalement.

A l'échelle régionale, il a été imaginé qu'un CDG puisse faire appel à un autre CDG pour la réalisation de ces enquêtes administratives, dans la mesure où celui-ci ne le proposerait pas sur son territoire, où s'il était compliqué de nommer en son sein une ou plusieurs personnes suffisamment neutres, indépendantes et impartiales pour assurer la réalisation desdites enquêtes.

Ainsi, les CDG79 et CDG86 ont d'ores et déjà conventionné en vue d'exercer, chacun pour ce qui les concerne et pour le compte de l'un et l'autre, cette mission d'enquête administrative pour répondre à leurs éventuels besoins en interne, et pour être en capacité, dans certaines situations rencontrées au sein des collectivités et établissements publics locaux des deux départements concernés, de recourir à des personnes, autres que celles de leur propre centre de gestion, afin de préserver les principes de neutralité, d'impartialité, d'indépendance et de confidentialité.

Le CDG23, dans le cadre de son offre de services, ne propose pas à ce jour l'enquête administrative et a sollicité le CDG79 pour, le cas échéant, intervenir à sa demande sur son territoire.

Aussi, Monsieur le Président propose au Conseil d'administration d'accepter que le CDG79 exerce, pour le compte du CDG23, cette mission d'enquête administrative pour répondre à ses éventuels besoins en interne, et pour être en capacité, dans certaines situations rencontrées au sein des collectivités et établissements publics locaux du département de la Creuse, de recourir à des personnes, autres que celles de leur propre centre de gestion, afin de préserver les principes de neutralité, d'impartialité, d'indépendance et de confidentialité.

Monsieur le Président propose que le CDG79, en tant que « destinataire » ayant assuré la mission, facture au CDG23 en tant que « demandeur » l'enquête administrative selon le tarif de 300 € par demi-journée et par intervenant (soit 600 € par jour et par intervenant), augmenté des éventuels frais de mission des agents concernés (déplacement, restauration, hébergement...). Le CDG « demandeur » remboursera ensuite le CDG « destinataire » à la réception du titre de recettes émis à son encontre. Il facturera ensuite la mission à la collectivité ou l'établissement au tarif qu'il a fixé en conseil d'administration comme s'il avait lui-même exercé la mission.

Le Conseil d'administration, après avoir délibéré et à l'unanimité,

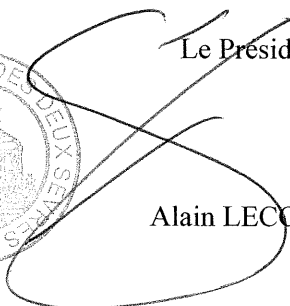
- APPROUVE le projet de convention dans lequel le CDG79 exerce, pour le compte du CDG23, se proposent d'exercer, la mission d'enquête administrative pour répondre à ses éventuels besoins en interne ou pour des collectivités et établissements publics locaux du département de la Creuse ;


- DECIDE que le CDG qui aura assuré la mission, facturera au CDG23 l'enquête administrative selon les tarifs ci-après, augmentés des éventuels frais de mission :

- 600 € par jour et par intervenant, soit 300 € par demi-journée et par intervenant. Un état mettant en avant le nombre de réunions et le temps passé sera joint aux factures,

- AUTORISE le Président à signer la convention correspondante avec le Président du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Creuse, et tout document relatif à ce dossier.

Ainsi délibéré et signé après lecture,

Le Président,

Alain LECOINTE



Délibération télétransmise en Préfecture le : **22 FEV. 2024**

Accusé réception le : **22 FEV. 2024**

EXÉCUTOIRE

Publiée le : **22 FEV. 2024**

Certifiée conforme à l'original

Saint-Maixent-l'École, le : **22 FEV. 2024**

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur général,

Cyrille ~~DEVENDEVILLE~~

